

Le Mozambique entre dans l'ère de l'information

Les technologies, outils de développement communautaire

Il y a dix ans, le Mozambique se trouvait en marge de la société mondiale de l'information. Mais aujourd'hui, demandez à n'importe qui dans la ville de Manhica où se trouve le télécentre, et il vous montrera le chemin sans problème.

Le télécentre, et ils sont de plus en plus nombreux au Mozambique, offre des services de téléphone et de photocopie, un accès à des ordinateurs et une formation à l'informatique. Même les vendeurs sur les marchés ont compris l'intérêt d'être « en ligne ». Les femmes veulent trouver des renseignements pour soutenir l'emploi et garder leur famille en bonne santé. De plus, la collectivité a mis dernièrement la touche finale à un CD-ROM sur le paludisme dans la langue locale, le changana, et en portugais.

Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) était l'un des rares organismes internationaux prêts à financer l'implantation des technologies de l'information et des communications (TIC) sur le continent africain dans les années 1990. Il a aussi décidé courageusement de soutenir différents projets à haut risque au Mozambique. Il a investi dans des projets pilotes, a appuyé des champions et des manifestations qui permettraient de faire connaître les TIC aux décideurs clés et financé l'élaboration d'une politique des TIC pour le Mozambique.

La convergence de plusieurs facteurs a permis de mettre l'accent sur les TIC au Mozambique : la stabilité du pays après des décennies de guerre; la volonté du gouvernement de trouver des domaines de développement national et le fait d'avoir été partie prenante des manifestations mondiales et régionales sur les TIC et d'avoir reconnu la nécessité de créer un cadre national; et les efforts déployés sans relâche par les champions des TIC pour faire comprendre l'importance des nouvelles technologies. Tout cela a ouvert au Mozambique un « créneau stratégique ».

C'est en 1995 que l'on a commencé à mettre l'accent sur les TIC au Mozambique. Cette année-là, a eu lieu en Éthiopie le *Premier symposium régional africain sur la télématique au service du développement*, parrainé par le CRDI. Il a réuni des spécialistes de 39 pays africains, dont des

Mozambicains influents. L'un d'eux, M. Venâncio Massingue, présidait le comité scientifique. Alors directeur du Centre informatique de l'université Eduardo Mondlane (CIUEM) et maintenant vice-recteur de l'université, il s'est fait l'avocat de l'utilisation des TIC au Mozambique (voir l'encadré à la dernière page).

Un domaine à haut risque

L'Initiative Acacia du CRDI est née un an après, à la *Conférence sur la société de l'information et le développement*, qui s'est tenue en Afrique du Sud pour aider les collectivités subsahariennes à se servir des TIC. Venâncio Massingue a vu le potentiel et, avec l'appui du CRDI, il a organisé un symposium international sur l'informatique et le développement au Mozambique.

« Cette rencontre a marqué le début du processus de consultation entre les représentants du CRDI, qui souhaitaient déjà faire participer le Mozambique au projet Acacia, et des personnalités clés du Mozambique », explique M^{me} Zenda Ofir, qui a évalué en quoi le programme Acacia Mozambique a influé sur la politique du pays dans le cadre d'une des nombreuses études réalisées par l'Unité de l'évaluation du CRDI. Le projet Acacia allait jouer un rôle de précurseur dans ce domaine à risque élevé à un moment où peu étaient préparés à s'y investir. « Le moment était parfaitement choisi pour Acacia, poursuit-elle. Son arrivée à un moment



opportun a beaucoup contribué à l'influence importante qu'exerce le CRDI dans ce domaine au Mozambique. »

Le symposium international portait notamment sur l'élaboration des politiques d'information nationales. M. Massingue a invité la plupart des ministres du Mozambique et, par la suite, le premier ministre lui a demandé de préparer une politique. « J'ai expliqué qu'il serait mieux qu'un groupe de travail dirigé soit par le premier ministre ou le président s'en charge, et il a accepté et décidé de s'en occuper », se rappelle M. Massingue.

Innover

Le projet Acacia, approuvé par le CRDI en 1997, était une des premières grandes initiatives soutenues par les donateurs en Afrique qui visait à innover dans la compréhension du rôle que les TIC pouvaient jouer dans le développement communautaire, en particulier dans les collectivités pauvres et défavorisées. À l'époque, il n'y avait pas de précédent en Afrique, explique M^{me} Ofir dans son rapport. Des questions comme celles de la capacité financière, de la viabilité et de l'utilisation facile des technologies étaient à étudier en priorité. Il fallait des conditions favorables sur le plan politique et donc des politiques judicieuses en matière de TIC dans les pays participants.

Les activités étaient ciblées sur quatre pays, soit le Mozambique, le Sénégal, l'Afrique du Sud et l'Ouganda. « À cette époque, beaucoup étaient encore sceptiques quant au potentiel des TIC pour le développement de l'Afrique, lit-on dans le rapport de M^{me} Ofir. Les organismes donateurs et les gouvernements ne voulaient pas investir dans les TIC et même le secteur privé était peu intéressé [...] Le CRDI était un des seuls organismes prêts à investir dans le financement de projets pilotes et stratégiques dans ce qui était alors considéré comme un domaine à risque élevé pour le développement africain. »

Au Mozambique, l'utilisation des TIC a été entravée par le manque de coordination dans la promotion des technologies à l'échelle nationale. Le matériel importé, la connectivité et l'accès à Internet étaient chers, et l'infrastructure des télécommunications dans les régions rurales insuffisante. Le gouvernement craignait un manque de cohésion dans les efforts consentis pour résoudre ces problèmes. Il fallait créer des cadres stratégiques.

La phase initiale d'Acacia comprenait quatre projets clés : la création du secrétariat du comité consultatif Acacia-Mozambique; l'élaboration d'une

politique de l'information et des communications; l'ouverture de deux télécentres pilotes; et l'introduction des TIC dans les écoles secondaires et dans les centres de formation des enseignants.

L'UEM a pris la direction de la promotion des TIC au service du développement au Mozambique. Elle a organisé des colloques et elle s'est efforcée de convaincre les diverses parties intéressées, comme le gouvernement, les établissements d'enseignement et le secteur privé, de participer.

Stimuler le processus

Le premier projet du Mozambique soumis à Acacia a été la création du secrétariat du comité consultatif Acacia-Mozambique. « Nous avons besoin d'un point de référence, d'un organe pour stimuler le processus », se rappelle M. Massingue.

Pour montrer la valeur des TIC, deux projets pilotes ont été lancés. D'une part, des télécentres ont été créés : « Nous voulions quelque chose que les gens puissent voir, précise M. Massingue. Par exemple, ils pouvaient se rendre dans une région isolée et voir des gens utiliser la technologie. De cette façon, ils sauraient qu'il ne s'agissait pas de lubies de politiques et d'universitaires ! » Il ajoute : « Les collectivités rurales du Mozambique ont des problèmes de communications, elles ont du mal à obtenir de l'information. Grâce aux télécentres, les habitants de ces collectivités peuvent se renseigner rapidement. Les télécentres peuvent faciliter l'accès à l'éducation. »

Personne ne sachant à quoi ressemblerait un télécentre, on a demandé au CRDI de financer une étude de faisabilité. Deux sites pilotes ont été repérés. Pour l'instant, ce sont les services de photocopie et le téléphone public qui se révèlent les plus populaires. Les services de courrier électronique et Internet sont beaucoup moins utilisés. La connexion au serveur nécessite un appel interurbain dont le prix est trop élevé pour la plupart des usagers. La formation à l'informatique est l'un des services les plus recherchés et les gens sont prêts à payer pour en bénéficier.

« Il y a de plus en plus de télécentres et de formes d'accès communautaire similaires », explique encore M^{me} Ofir dans son rapport, « et il devient possible de soutenir le réseautage et l'apprentissage partagé afin de promouvoir davantage la viabilité. »

Quelque 42 % de la population étant âgée de 14 ans ou moins, le second projet pilote cible les jeunes. Rescol Mozambique est ainsi né et son



équipe comprend des représentants du ministère de l'Éducation. Le but était d'introduire les TIC dans les écoles et autres établissements d'enseignement. Le rapport de Zenda Ofir précise que, quand les projets pilotes ont commencé à donner des résultats, les gens de diverses collectivités ont vite réclamé leur élargissement.

En 2000, une politique nationale des TIC, la première en Afrique, a été approuvée. En 2002, la stratégie de mise en œuvre de la politique nationale des TIC a fourni le cadre stratégique et des possibilités pour des partenaires de développement. Le Mozambique a ensuite été choisi pour être l'un des trois premiers pays à participer à « L'initiative pour les TIC » du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de la Fondation Markle. Le travail de M. Massingue a bouclé la boucle : ses travaux ont éclairé la politique de développement.

M^{me} Ofir explique : « M. Massingue est très connu pour être un visionnaire en matière de TIC qui a beaucoup contribué au développement de ce domaine au Mozambique [...] Les liens étroits qui existent entre le gouvernement et lui allaient être un facteur clé dans le soutien que le gouvernement a apporté aux TIC en tant que priorité générale et nationale pour le développement. »

Conclusions

Sur les quatre programmes Acacia qui ont été étudiés par l'Unité d'évaluation du CRDI – Mozambique, Sénégal, Afrique du Sud et Ouganda –, c'est en Mozambique que l'influence sur la politique a été la plus forte. D'après un rapport de synthèse, cela tient à des différences importantes entre le Mozambique et les autres pays : le nombre limité d'acteurs à jouer un rôle dans la politique au Mozambique; la position influente et la promotion du secrétariat et du Comité consultatif Acacia national; le petit cercle des champions des TIC bien connectés; et l'engagement exceptionnel du gouvernement.

Certains facteurs ont aidé Acacia à influencer sur les politiques. Pour commencer, il y a eu la planification centrale du gouvernement mozambicain et le fait qu'il mette l'accent sur les priorités du développement, ainsi que son ouverture par rapport aux nouvelles idées en la matière. La petite communauté de TIC au Mozambique, avec son groupe de décideurs clés très bien connectés, a permis de transférer rapidement et facilement des idées et de l'information. Et puis, il y avait le vif intérêt du président et du premier ministre pour la promotion des TIC.

Il y a eu d'autres facteurs, y compris l'engagement envers Acacia de divers champions des TIC dynamiques et clairvoyants; la démonstration rapide des avantages pratiques des TIC au gouvernement et aux collectivités rurales; des recherches faites par les décideurs pour obtenir des résultats de la recherche-action et des études de valeur immédiate pour guider le processus d'élaboration des politiques; le manque de connaissances importantes sur les TIC au service du développement en Afrique; et la volonté du gouvernement de procéder à des consultations publiques.

« Le CRDI a été l'un des premiers organismes à reconnaître que les TIC sont un domaine prioritaire pour le développement en Afrique et à s'en préoccuper », souligne-t-on dans le rapport. « Il a choisi de cibler ses actions sur l'accès communautaire et les services, domaine difficile à propos duquel on connaissait peu de choses en Afrique. Son objectif novateur a augmenté les risques qu'il prenait en tant que bailleur de fonds. L'accent qui a été mis très tôt sur des études de faisabilité et des études préliminaires, ainsi que sur le lancement de projets pilotes, a préparé le terrain pour une approche intégrée et multidimensionnelle des stratégies Acacia dans chaque pays. Les approches et les éléments qui caractérisaient les stratégies Acacia étaient identiques dans chacun des pays retenus pour les études de cas et offraient, ensemble, une réelle possibilité d'influer sur les politiques. »

Le rapport fait remarquer que le projet pilote mozambicain a fourni des données de surveillance qui ont été analysées systématiquement afin d'en tirer les leçons. Les recherches ont aussi eu une incidence directe sur les politiques des TIC. Selon un commentaire, « le problème soulevé par les études n'était pas nouveau, mais elles ont eu beaucoup plus d'effet parce qu'il y avait de nouvelles preuves des facteurs d'impact, comme le coût élevé de la connectivité. » Les groupes de travail ont pris note des leçons positives et négatives de ce projet et d'autres projets pilotes, et ils ont conclu qu'ils constituaient de bons points de départ pour utiliser les TIC dans les régions rurales et dans l'enseignement.

« L'influence d'Acacia sur le *processus* politique est une autre caractéristique importante, souligne le rapport. Le processus de consultation utilisé pour formuler des politiques des TIC a retenu l'attention du ministre de l'Enseignement supérieur, des Sciences et de la Technologie. D'après elle, il a accéléré le processus de réforme du secteur des télécommunications. »



Principales leçons retenues par le champion des TIC du Mozambique

M. Venâncio Massingue fait le lien entre le monde universitaire et la politique. Il se sert de sa connaissance de ces deux mondes pour aider à faire entrer le Mozambique dans l'« ère de l'information ».

Né dans « une de ces petites maisons rondes » qui parsèment le paysage mozambicain, il a saisi toutes les possibilités qui se sont offertes à lui et, finalement, il a économisé assez d'argent pour aller étudier l'électricité dans une école technique. Il a suivi des études d'ingénieur à l'université Eduardo Mondlane (UEM), mais elles ne l'ont plus intéressé quand il a découvert les ordinateurs. C'est toutefois pendant qu'il étudiait à l'université de Delft, en Hollande, qu'il a commencé à formuler des idées sur la façon dont les TIC pourraient aider à tracer la voie du développement pour son pays.

En 1992, il a créé une maquette de ce qui allait devenir le Centre informatique de l'UEM. « Nous avons relié le Mozambique à Internet et installé un centre d'entretien informatique à l'Université », se souvient-il.

Quoique vice-président de l'UEM depuis 1997, M. Massingue continue à s'intéresser de près aux TIC. Il cite quelques leçons clés tirées de l'expérience mozambicaine.

D'après lui, le message principal est de se montrer critique par rapport à la façon dont les choses sont faites. Ensuite, il faut repérer des champions à tous les niveaux, les nommer ou contribuer à leur nomination. Troisièmement, il est important d'écouter les gens pour savoir ce qui leur est utile. « Parfois, des donateurs ont leurs propres priorités et leur façon de faire les choses, précise-t-il, que de nouvelles idées peuvent déranger. Mais il est important qu'ils trouvent des façons de tenir compte de nouvelles idées, car de très petites idées peuvent devenir très grandes. »

Quatrièmement, il faut créer une masse critique de savoir. « Il est très important d'avoir des personnes qui puissent faire de la recherche, effectuer des travaux techniques et utiliser la technologie correctement », dit-il.

Cinquièmement, il est important de maintenir un élément de recherche « parce que la recherche apporte le savoir et le savoir peut influencer les politiques. Les politiques bien mises en œuvre peuvent apporter le développement souhaité. Il est donc très important que, dans tous les programmes, il y ait un programme de recherche. »

